Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 64 (2006)

Heft: 1: Concurrence et compétitivité dans le contexte mondial et suisse ; Administration et gestion publique. IV

Artikel: Introduction : concurrence et compétitivité

Autor: Gugler, Philippe

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-141817

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

INTRODUCTION
CONCURRENCE ET COMPÉTITIVITÉ

PHILIPPE GUGLER
Professeur, Faculté des Sciences Économiques et Sociales
Université de Fribourg, Fribourg
philippe.gugler@unifr.ch

La théorie économique démontre que la libre concurrence est un vecteur essentiel de l'efficacité économique (Mankiw, 1998). Celle-ci peut s'exercer dans le modèle bien connu de la concurrence pure et parfaite ainsi que dans d'autres situations pour autant que le marché soit totalement libre d'accès et de sortie (marché contestable) (Baumol et al., 1982). Cette efficacité économique induite par la concurrence favorise la croissance (Aghion et al., 2000) et la compétitivité des marchés (Porter, 1990). Ce chapitre introductif a pour but de présenter cette problématique en trois points. Premièrement, nous ferons état de la relation entre la concurrence et la compétitivité. En second lieu, nous examinerons les bases théoriques ainsi que les résultats empiriques qui démontrent les effets positifs de la concurrence sur la compétitivité des entreprises et partant sur la compétitivité de leurs régions d'implantation et d'activité. Enfin, la troisième partie traitera de l'importance décisive de la politique de la concurrence afin de garantir les conditions-cadres optimales permettant aux entreprises d'asseoir et de renforcer leur compétitivité.

CONCURRENCE - COMPÉTITIVITÉ

La compétitivité constitue un des principaux paramètres clés des dirigeants économiques et politiques. La compétitivité d'une économie détermine le niveau de bien-être que l'on évalue en règle générale en terme de PIB par habitant.

Le principal vecteur et indicateur de la compétitivité est celui de la productivité. Par productivité, on se base sur la valeur des biens et services en fonction des ressources investies pour les produire. Le concept de productivité permet de cibler les principales sources de la compétitivité durable d'une économie donnée et surtout d'écarter les nombreuses «*recettes*» qui en fait ne sont que de mauvaises «bonnes réponses». Par exemple, il est souvent prôné qu'une économie doit se doter de facteurs de production à bas coût (notamment à bas salaires) pour être compétitive. Or, de nombreux cas (Suisse, Japon, etc.) infirment cet avis. De plus, certains pays qui basaient leur attractivité sur des faibles coûts de production voient leurs avantages fondre avec la hausse de ceux-ci au profit de nouvelles économies encore moins développées qui risquent de connaître le même sort dans quelques années. Plus une nation est dotée d'une forte productivité plus elle est en mesure de garantir une compétitivité vigoureuse et durable et plus elle peut se permettre de valoriser ses facteurs de production en augmentant leur rémunération (Porter, 1990). Il en est de même pour la dévaluation de

la monnaie nationale qui est souvent considérée comme un vecteur de compétitivité alors que le recours à cet artifice ne fait que brader la production nationale et ne constitue aucunement un facteur de compétitivité à long terme. Ce dernier argument a été développé notamment par le Président de la Banque Nationale Suisse devant la Chambre de commerce Suisse-Chine au printemps 2005 (Roth, 2005).

Le fait de considérer la compétitivité en termes de productivité nous permet d'éviter de tels écueils. Cependant, cela ne rend pas la tâche plus facile car force est de constater que d'innombrables paramètres influent sur la productivité et partant sur la compétitivité. A ce stade, les mauvaises interprétations sont également légions. Une première précision consiste à bien distinguer les paramètres macroéconomiques, légaux et sociaux d'une part, des paramètres microéconomiques ou structurels d'autre part.

En effet, il n'est pas rare que l'on ne débatte de la compétitivité qu'en termes de mesures macroéconomiques (politiques budgétaires et monétaires), légales et sociales. Or, si ces facteurs sont très importants pour la compétitivité, ils n'en sont toutefois pas suffisants. En effet, des pays présentant des conditions macroéconomiques, politiques et sociales relativement semblables n'enregistrent pas le même niveau de compétitivité. En outre, des pays présentant une forte stabilité macroéconomique, politique et sociale ne figurent pas forcément parmi les pays les plus compétitifs. On peut citer la Suisse à titre d'exemple. Notre pays a connu un déclin comparatif au cours de ces deux dernières décennies quant bien même les conditions macroéconomiques et institutionnelles étaient bonnes en comparaison internationale (Gagales, 2002). Fort de ce constat, il convient de se concentrer sur les conditions microéconomiques de la compétitivité. Ce sont elles qui en fait, toute chose étant égale par ailleurs, permettent d'expliquer les écarts de compétitivités entre pays à économie relativement similaires.

La conception microéconomique de la compétitivité place la concurrence au centre de la problématique en tant qu'ingrédient indispensable, mais pas unique, à l'efficacité économique (de Serres, 2003). La théorie du diamant de Michael Porter permet d'appréhender les principaux facteurs de la compétitivité et de cibler le rôle de la concurrence (Porter, 1990).

La compétitivité d'une économie dépend principalement de la capacité de son industrie à innover et à progresser. Les entreprises progressent lorsqu'elles sont confrontées à des pressions ou à des défis. Elles sont particulièrement stimulées lorsqu'il existe dans le pays des concurrents forts, des fournisseurs agressifs et des clients exigeants. L'avantage concurrentiel d'un groupe d'entreprises ou d'une industrie dans une région ou un pays se crée et est entretenu par un processus dont l'origine est surtout locale et propre à cette région ou à ce pays. Porter s'est posé les questions suivantes (Porter, 1990):

> pourquoi certaines entreprises, situées dans certains pays, sont-elles capables d'innover en permanence?
> pourquoi recherchent-elles avec acharnement des améliorations?
> pourquoi parviennent-elles à surmonter les obstacles importants qui freinent le changement et l'innovation?

Selon Porter, la réponse se trouve dans les 4 grands déterminants de la compétitivité de l'économie nationale, qui, pris individuellement et réunis en système, constituent le diamant de l'avantage national (figure 1):

> l'état de facteurs de base (ressources naturelles, capital humain, etc.)
> les conditions de la demande (plus la demande est exigeante et plus les entreprises sont mises sous pression pour «mieux faire»)
> le tissu environnant (pour une entreprise, il est nécessaire de pouvoir compter sur des fournisseurs et des services eux aussi compétents)
> enfin, le degré de concurrence dans l'économie nationale.

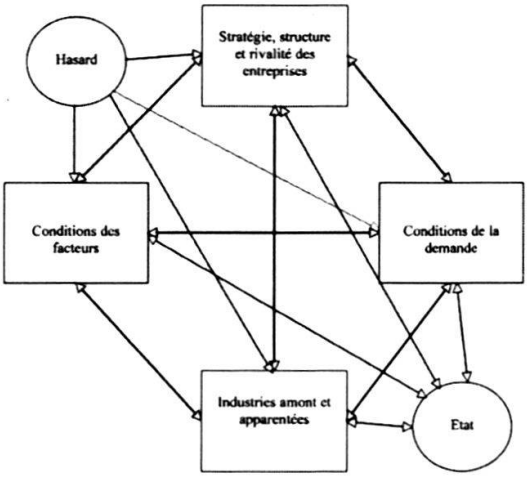

Figure 1 Le diamant de l'avantage concurrentiel

Source: Porter, M.E. (1993), L'avantage concurrentiel des nations, InterEditions, p. 141

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, connu pour son esprit critique qui peut être observé dans un de ses derniers ouvrages consacré à «*la grande désillusion*» (de la mondialisation) se fait l'écho de nombreux économistes en disant que la concurrence est centrale au succès d'une économie de marché (Stiglitz, 2002). Cependant, ce constat ne se limite pas au niveau théorique mais se base sur les résultats de nombreuses études empiriques qui montrent l'importance de la concurrence dans la stimulation de la compétitivité (Gonenc et al., 2000; Bassanini, 2002). Par exemple, d'aucuns s'interrogent sur les raisons pour lesquelles la Finlande caracole au premier rang des nations les plus compétitives et demeurent surpris quant au succès mondial de la firme finlandaise Nokia dans le domaine des télécommunications. Le fait que le secteur des télécommunications n'a jamais disposé d'un monopole comme ce fut le cas dans les autres pays n'est pas étranger au succès de certaines entreprises finlandaises telle que Nokia. En revanche, la Suisse a «raté» le virage des technologies de l'information et des communications (TIC). Le fait que l'industrie suisse de la fourniture de services de communications comme celle des équipements de communication (par exemple, les téléphones) ayant bénéficié d'une position durable de monopole n'est sans aucun doute pas étranger à cette situation. Par ailleurs, dans des pays moins développés, les économies qui enregistrent les meilleurs résultats sont celles qui ont été exposées à la concurrence domestique et étrangère (par exemple, l'Estonie dans le groupe des pays de l'Est, le Chili en Amérique latine, Singapour en Asie).

BASES THÉORIQUES ET ÉVIDENCES EMPIRIQUES

La théorie microéconomique démontre que la concurrence parfaite permet de maximiser l'efficience de l'allocation des ressources en poussant les prix au niveau du coût marginal (Varian, 1995). De nouvelles théories démontrent que si le marché n'est pas en concurrence pure et parfaite, une telle efficacité peut être obtenue pour autant que le marché soit contestable. A cette efficience dite «allocative» s'ajoute l'efficience productive induite par la concurrence. En effet, une forte rivalité entre les entreprises pousse celles-ci à adapter leurs techniques de production afin d'éviter des coûts de production supérieurs à ceux de leurs concurrents (efficience-X). A ces deux types d'efficience induits par la concurrence, dont la nature est statique, se greffe l'efficience dynamique résultant de l'innovation et de sa plus rapide diffusion toutes deux stimulées par la pression concurrentielle (Shapiro, 2002). La «main invisible» d'Adam Smith permet ainsi de maximiser le bien-être général dans un contexte de forte concurrence entre des acteurs mus par leurs intérêts individuels (Smith, 1776).

Diverses études corroborent ces effets tant en ce qui concerne les effets de la concurrence sur les incitations, sur l'innovation et sur la sélection (Gaffard, 1990). La concurrence incite les dirigeants d'entreprises et les employés à plus d'efficacité. Les principales démonstrations se basent sur les monopoles dont la position confortable induit davantage d'erreurs de gestion ainsi qu'une prime à la paresse (Hicks, 1935).

S'agissant du lien entre concurrence et innovation, diverses écoles ont contribué au débat. Certes, selon la conception de Schumpeter, la détention d'un pouvoir de marché peut favoriser l'innovation car les entreprises peuvent investir les rentes induites par l'imperfection des marchés dans des activités de recherches et de développement (Schumpeter, 1934). Toutefois, de nombreux développements théoriques et empiriques tendent à contredire cette conception. Aghion et Howitt (1998) ont présenté divers cas théoriques appuyant l'hypothèse d'une influence positive de la concurrence sur l'innovation. L'effet «Darvinien» pousse les chefs d'entreprises à l'excellence afin d'éviter de disparaître. Par ailleurs, la concurrence au «coude à coude» incite les entreprises à innover sans cesse afin d'éviter d'être dépassées par les concurrents.

Enfin, la concurrence joue également un rôle au niveau de la sélection en favorisant l'éjection des entreprises les moins efficientes, permettant ainsi une meilleure allocation des ressources, celles-ci se déployant uniquement au niveau des entreprises les plus efficientes. Cette conception est parfaitement illustrée par le processus de destruction créatrice développé par Schumpeter (1934).

De nombreuses études empiriques menées par l'OCDE et des chercheurs permettent de montrer l'importance de la concurrence sur la productivité, notamment la productivité multifactorielle (PMF) (Conway, janod, Nicoletti, 2005). L'étude de Nickell (1996) permet d'estimer l'importance de la relation entre le degré de concurrence, estimé en terme de marge (soit la différence entre le prix et les coûts) et la productivité multifactorielle (productivité due à la technologie). Sur la base d'un échantillon d'entreprises industrielles britanniques, Nickell établit qu'une augmentation de la marge de 10% réduit la croissance de la PMF de 1,3 à 1,6 points de pourcentage. Comme nous l'avons relevé, la concurrence stimule la R-D dont les effets sur la productivité ont été démontrés par diverses analyses. Par exemple, une étude portant sur un panel de 16 pays de l'OCDE sur la période 1980-1998 montre

qu'un supplément de 1% de R&D des entreprises engendre une croissance de 0.13% de la productivité (Guellec, van Pottelsberghe de la Potterie, 2001).

IMPORTANCE DE LA POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

Comme l'illustre le modèle de Porter, le gouvernement influe sur toutes les composantes du diamant. Son action est particulièrement importante dans le domaine de la concurrence par le biais de législations sur la concurrence, sur la propriété intellectuelle, sur les droits spéciaux accordés à certaines entreprises, etc. En effet, de nombreux domaines d'action gouvernementale influent directement ou indirectement sur la concurrence: politique industrielle, politique commerciale, politiques structurelles, notamment dans les industries de réseaux dont la plupart on connu des régimes monopolistiques (OCDE, 2001). Par ailleurs, dans un contexte globalisé, les influences de la concurrence dépassent les frontières nationales et se font sentir différemment selon le niveau de développement économique des pays. Dans ce cahier, les diverses contributions vont permettre de développer les multiples facettes de la concurrence ainsi que leur rôle respectif pour la compétitivité.

Par politique de la concurrence, il convient de distinguer deux composantes bien distinctes et interdépendantes. D'une part, la législation sur la concurrence et, d'autres part, l'ensemble des réglementations publiques qui affectent directement ou indirectement la concurrence en imposant notamment des barrières à l'entrée, en créant des distorsion de concurrence, etc (Figure 2, page suivante). Ces deux composantes peuvent se renforcer comme elles peuvent s'affaiblir mutuellement. Si la législation de la concurrence, incombe, en règle générale à une institution qui devrait être complètement indépendante, les réglementations sont appliquées par les pouvoirs publics. En règle générale, les institutions chargées d'appliquer la législation sur la concurrence n'ont pas de pouvoirs directs sur la réglementation et la mise en œuvre de celle-ci si ce n'est par le biais de recommandations et de prises de position à l'intention des autorités. Dans le cadre notamment de l'ouverture à la concurrence des industries de réseau et dans le contexte de la mise en place d'autorités réglementaires sectorielles, les relations entre les institutions de la concurrence et ces autorités prennent une importance croissante (Tirole, 1999). Seule une action conjuguées de l'ensemble des instances en faveur de la concurrence permet vraiment d'asseoir la compétitivité d'une économie. Certes, les arbitrages ne sont pas toujours aisés étant donné que la compétitivité peut également dépendre, dans certains cas, de facteurs susceptibles de restreindre la concurrence, tels que la protection de la propriété intellectuelle. La réglementation qui influence la concurrence porte à la fois sur des dispositions domestiques et sur des dispositions de politiques commerciales. La mise en place de réglementations pro-concurrentielles influence positivement la croissance et la compétitivité (Jorgensen, 2005; Shapiro, 2002). Ceci se vérifie tant au niveau des réglementations couvrant les activités domestiques (Barro, 1991) qu'à celui des dispositions réglant l'ouverture à la concurrence étrangère (Edwards, 1998).

Les régressions d'une étude de l'OCDE avancent de l'évidence transversale qu'une augmentation de la concurrence sur le marché des produits (biens et services), tout en garantissant les droits de propriété intellectuelle, semble avoir un impact positif sur la performance innovatrice d'un pays (Bassanini et Ernst, 2002). Une législation sévère sur la concurrence mise en œuvre par des autorités indépendantes permet de garantir une protection, une restauration et une promotion de la concurrence et ainsi favoriser l'efficacité des marchés (Gugler, 2006).

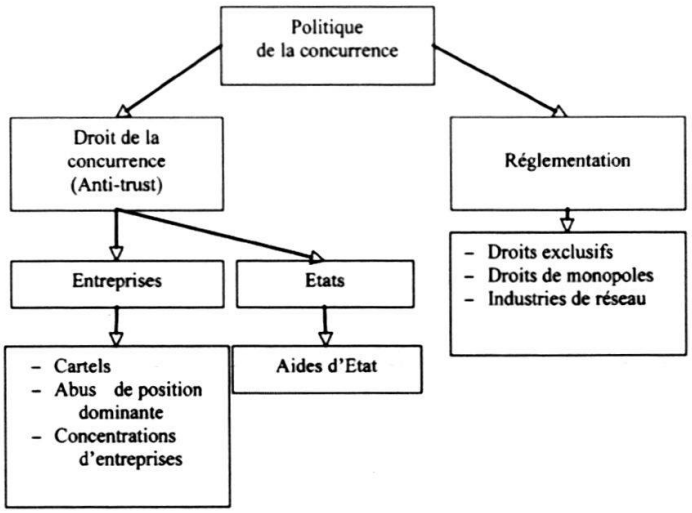

Figure 2

Au cours de ces dernières années, la plupart des pays industrialisés ainsi qu'un nombre croissant d'économies en développement ont entrepris d'importantes réformes concernant les principaux piliers de la politique de la concurrence. Un renforcement drastique des législations antitrust est observé dans de nombreux pays. Par ailleurs, les pays de l'OCDE ont engagé d'importants chantiers de réformes de leur réglementation en vue de renforcer leur compétitivité.

L'OCDE a démontré quels seraient les effets bénéfiques de la réforme de la réglementation sur la croissance de l'économie suisse (Giorno, Jimenez et Gugler, 2004). Cette étude quantifie quel serait l'effet positif si des réformes pro-concurrentielle était réalisées en Suisse dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, des télécommunications, du gaz et de l'électricité, des services professionnels et de la distribution, qui représentent un tiers de la production totale. Les résultats de cette quantification suggèrent que le renforcement de la concurrence dans ces secteurs pourrait accroître le niveau de production d'environ 8% sur une période de 10 ans, l'essentiel représentant une augmentation de la production potentielle. Cette estimation repose sur l'hypothèse de gains de productivité et de réduction de marge et de salaires permettant une baisse de prix variant entre 3 et 17 pour cent dans les secteurs analysés, ce qui permet de réduire l'écart de niveau des prix par rapport aux autres pays. Sur la base de ces hypothèses, l'étude estime, à partir d'une analyse statique, que la réduction du niveau général des prix pourrait atteindre 6% (Figure 3). Cette estimation tient compte des baisses de consommations intermédiaires induites par les diminutions sectorielles de prix, qui sont calculées à l'aide d'une matrice input output. Le renforcement de la concurrence, principalement attendu dans les secteurs abrités, réduira en effet les coûts et renforcera aussi la compétitivité de ces secteurs exposés. L'impact estimé des réformes sur la production prend en compte les interactions dynamiques produites sur le reste de l'économie. Ainsi, l'effet positif des gains de productivité sur la production potentielle sera à terme accompagné d'une hausse de l'emploi et du stock de capital induite par la réduction des rentes salariales et des marges des entreprises liées à l'accroissement de la concurrence.

	Ensemble de l'économie	Agriculture	Télé-commu-nications	Electricité	Gaz	Santé	Services aux entreprises[1]	Commerce	Autres secteurs
Hypothèses (% de variation)									
Coûts des biens intermédiaires	-5.3	-12.5	-3.5	- 6.2	-3.1	-6.5	-6.5	-8.0	-4.5
Coûts de main-d'œuvre									
Productivité du travail	4.8	30.0	5.0	20.0	20.0	10.0	15.0	15.0	0.0
Salaires	-2.1	-5.0	0.0	-10.0	-10.0	-15.0	-5.0	0.0	0.0
Coût du capital	-0.1	0.0	0.0	-5.0	-5.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Majoration de prix[2]	-6.5	-20.0	-5.0	-20.0	-20.0	-25.0	-10.0	-20.0	0.0
Effets statique sectoriel (en %)									
Effet direct sur les prix	-5.9	-16.6	-3.2	-11.0	-9.4	-16.4	-10.6	-11.6	-2.3
Effet-production induit par les prix[3]	2.9	8.3	1.6	5.5	4.7	8.2	5.3	5.8	1.2
Effet sur l'emploi[4]	-1.5	-16.7	-3.2	-12.1	-12.8	-1.6	-8.4	-8.0	1.2
Estimation de l'impact macroéconomique à long terme									
Production	8.0								
Demande intérieure	6.7								
Emploi	1.5								
Salaires réels	8.0								
Inflation[5]	0.0								
Pour mémoire : Part de la valeur ajoutée sectorielle dans le PIB total	100.0	3.1	2.5	1.2	0.0	10.7	3.8	12.5	66.2

1. Autres services aux entreprises.
2. La majoration de prix est définie comme le solde brut des opérations moins l'amortissement divisé par la somme des coûts des biens intermédiaires, les coûts de main-d'œuvre et l'amortissement.
3. L'effet-production induit par les prix est estimé sur la base d'une élasticité-prix de la demande de -0.5.
4. Les effets sectoriels de l'emploi comprennent les impacts de la croissance de la productivité et la croissance de la production induite par les prix, mais ignorent l'impact éventuel d'une baisse des primes salariales.
5. En points de pourcentage.

Source : Estimations de l'OCDE

Figure 3 Hypothèses et effets d'une déréglementation sectorielle en Suisse

Source: Giorno Claude, Miguel Jimenez et Philippe Gugler (2004), «Concurrence sur les marches de produits et performance économique en Suisse», Economic Department Working Papers, no 383, OCDE, Paris, p. 48

Des études similaires portant sur d'autres pays confirment l'impact positif des politiques pro-concurrentielles sur la croissance et la compétitivité (Nicoletti et Scarpetta, 2005). Certaines analyses mettent aussi en évidence les effets positifs de telles politiques sur les autres pays. Par exemple, une récente étude de l'OCDE examine les bénéfices de la libéralisation des marchés de produits et de la réduction des barrières aux échanges et aux investissements internationaux dans le cas des Etats-Unis et de l'Europe. Cette analyse montre que de telles réformes peuvent conduire à une augmentation du PIB par habitant entre 3 et 3.5%. De plus, en raison d'effets de transmission via les échanges, le bénéfice des réformes en Europe et aux Etats-Unis devrait se répandre à l'ensemble des autres pays de l'OCDE conduisant à une augmentation de PIB moyen par habitant de plus de 1.5 pour cent (OCDE, 2005b).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Aghion Philippe et Howitt Peter (2000), *Théorie de la croissance endogène*, Dunod, Paris.

Ahn Sanghoon (2002), «Competition, Innovation and Productivity Growth: A Review of Theory and Evidence», *Economics Department Working Papers*, no. 317, OECD, Paris.

Ahn Sanghoon et Philip Hemmings, (2000), «Policy Influence on Economic Growth in OECD Countries: An Evaluation of the Evidence», *Economics Department Working Papers*, no. 246, OECD, Paris.

Barro Robert J. (1991), «Economic Growth in a Cross Section of Countries», *The Quarterly Journal of Economics*, May 1991, pp. 407-443.

Bassanini Andrea, Stefano Scarpetta et Ignazio Visco (2000), «Knowledge, Technology and Economic Growth: Recent Evidence from OECD Countries», *Economic Department Working Papers*, no. 259, OECD, Paris.

Bassanini Andrea et Ekkerhard Ernst, (2002), «Labour Market Institutions, Product Market Regulation, and Innovation: Cross-country Evidence», *Economics Department Working Papers*, no. 316, OECD, Paris.

Baumol J. William, John Panzar et Robert Willig (1982), *Contestable Markets and The Theory of Industry Structure*, Harcourt Brace Javanovitch, New York.

Combe Emmanuel (2005), *Economie et politique de la concurrence*, Dalloz, Paris.

Conway Paul, Véronique Janod et Giuseppe Nicoletti (2005),«Product Market Regulation in OECD Countries: 1998 to 2003», *Economics Department Working Papers*, no. 419, OECD, Paris.P. Aghion et P. Howitt, Théorie de la croissance endogène, Paris, Dunod, 2000.

De Serres Alain (2003), «Structural Policies and Growth: A Non-Technical Overview", *Economics Department Working Papers*, no 355, OECD, Paris.

Edwards Sebastian (1998), «Openness, Productivity and Growth: What do we really know?», *The Economic Journal*, 108 (March), 383-398.

Gaffard Jean-Luc (1990), *Economie industrielle et de l'innovation*, Dalloz, Paris.

Gagales Anastassios (2002), «Growth in Switerland: Can Bette Performance Be Sustained?», *IMF Working Paper*, WP/02/153, Washington.

Giorno Claude, Miguel Jimenez et Philippe Gugler (2004), «Concurrence sur les marches de produits et performance économique en Suisse», *Economics Department Working Papers*, no 383, OCDE, Paris.

Gonenc Rauf, Maria Maher et Giuseppe Nicoletti (2000), «The Implementation and the Effects of Regulatory Reform: Past Experience and Current Issues», *Economic Department Working Paper*, no. 251, OECD, Paris.

Gugler Philippe (2006), «Transparency in Competition Policy», in Lars Oxelheim (ed), *Corporate and Institutional Transparency for Economic Growth in Europe*, Elsevier, Oxford.

Guellec Dominique, Bruno van Pottelsberghe de la Potterie (2001), «R&D and Productivity Growth: Panel Data Analysis of 16 OECD Countries», *STI working papers* 2001/3, OECD, Paris.

Hicks, John R. (1935), «Annual Survey of Economic Theory: The Theory of Monopoly», *Econometrica*, 3 (January): 1 – 20.

Jorgensen Martin (2005), «Boosting Growth Through Greater Competition in Denmark», *Economic Department Working Papers*, no. 431, OECD, Paris.

Mankiw N. Gregory (1998), *Principes de l'Economie*, Economica, Paris.

Nickell Stephen J., (1996), «Competition and corporate performance», *Journal of Political Economy*, vol. 104, No. 4, pp. 724-46.

Nicoletti Giuseppe et Stefano Scarpetta (2005), *Regulation and Economic Performance: Product Market Reforms and Productivity in the OECD*, Paris.

OCDE (2005), *Réformes économiques: objectif croissance*, Paris.

OCDE (2005b), «The Benefits of Liberalising Product Markets and Reducing Barriers to International Trade and Investment: the Case of the United States and the European Union», *Economics Department Working Paper*, no. 432, Paris.

OECD (2001), *The Sources of Economic Growth in OECD Countries*, Paris.

Porter Michael (1990), *The competitive advantage of nations*, New York: Free Press.

Roth Jean-Pierre (2005), «Switzerland: Small, but Global», *Swiss Chinese Chamber of Commerce Beijing (SwissCham)*.

Shapiro Carl (2002), «Competition Policy and Innovation», *STI working papers*, 2002/11, OECD, Paris.

Schumpeter Joseph A. (1934), *The Theory of Economic Development*, Harvard University Press, Cambridge.

Smith Adam (1776), *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, Dublin.

Stiglitz Joseph E. (2002), *La grande désillusion*, Paris.

Tirole Jean (1999), «The Institutional Infrastructure of Competition Policy», Conference «New Comparative Economic Systems», June, World Bank, Paris.

Varian Hal R. (1995), *Analyse microéconomique*, De Boeck Université, Bruxelles.